

## MESSAGE SUR LE 8 MAI 1945 DE BOUTEFLIKA

## Une entreprise de séduction interne et externe

**Le pouvoir craint le pire. Et déjà de nombreux refus se sont manifestés depuis le début du 4<sup>e</sup> mandat : refus de prendre part à la cérémonie d'intronisation, refus de postes proposés dans le nouveau gouvernement et refus de prendre part au projet de nouvelle Constitution.**

Des messages du Président Bouteflika à décrypter, il y en a quasiment tous les jours et sur nombre de sujets, et il y en aura encore probablement. Pour l'instant, il faudra se contenter de ce type de communication qui ôte toute possibilité aux sémiologues d'analyser, gestes, tonalité et autres, l'écrit étant la seule source d'analyse. Le dernier en date est celui qu'il adressa à l'occasion de la commémoration du 69<sup>e</sup> anniversaire des massacres du 8 Mai 1945. Son contenu nous renseigne sur deux aspects bien distincts : d'abord la quête désespérée du détenteur du 4<sup>e</sup> mandat de séduire l'opposition.

Quant au deuxième point tout aussi important est le revirement spectaculaire opéré par Bouteflika dans son rapport à la France de Hollande, ce dernier ayant été le premier chef d'Etat à se précipiter à la féliciter pour son 4<sup>e</sup> mandat. Il est vrai que depuis deux ans il y a eu beaucoup de choses et notamment une longue hospitalisation chez le colonisateur ; un positionnement géopolitique nouveau consacré par la France à notre pays et enfin l'affaiblissement incontestable de notre diplomatie ces vingt dernières années qui permettent à la France aujourd'hui, comme aux Etats-Unis d'ailleurs, de jouer en terrain acquis et conquis.

Alors que son discours prononcé à Sétif il y a deux ans — 8 mai 2012 — à l'occasion du 67<sup>e</sup> anniversaire de ces massacres s'adressait plus à la France pour lui suggérer «une lecture objective de l'histoire entre l'Algérie et la France» tout en lui rap-

pelant avec force «le caractère imprescriptible de ces crimes et tous les crimes commis par la colonisation française durant les 132 ans d'occupation de l'Algérie», dans ce dernier message, rien de tel.

Des massacres du 8 Mai il en fut question en introduction du message, mais pour les évacuer très vite et centrer sur l'essentiel : un message qui s'adresse d'abord aux Algériens et particulièrement à l'opposition pour l'amener à cautionner son immense projet de Constitution. C'est à une véritable entreprise de séduction que le Président Bouteflika s'est résigné bien malgré lui sûrement, sachant que ses troupes, celles ayant voté pour sa reconduction, étant bien peu nombreuses malgré tout et malgré ce qu'il en dit dans son message déclarant que le peuple «m'a honoré, dans sa majorité écrasante, en me renouvelant sa confiance...» Même si cela était vrai, ça ne suffirait pas et le Président plus qu'un autre le sait à ses dépens.

L'opposition dans le pays, même si son encrage populaire n'est pas encore à la mesure des attentes des citoyens, a bien changé toutefois. Le regroupement des partis et ou d'associations d'idéologies très différentes en une association conjoncturelle pour un objectif commun minimum fait craindre le pire au pouvoir. Ce pire s'est déjà manifesté par de nombreux refus, qui se sont exprimés individuellement ou collectivement depuis le début de ce quatrième mandat : refus de prendre part à la cérémonie d'intronisation ; refus de postes proposés dans le nouveau

gouvernement ; refus de prendre part au projet de nouvelle Constitution...

Dans cette conjoncture politique très nouvelle, le sentiment de panique envahit la sphère dirigeante. C'est bien ce sentiment qui a poussé Bouteflika à charger son dernier texte d'appels à «la conjugaison des efforts dans la sérénité et l'unité loin de la haine et de la discorde» ou encore à expliquer que dans son message «il est plutôt question de la réunion de toutes les volontés nationales dans un esprit de solidarité, de coopération et de concorde en vue de consolider les bases de ce que nous entendons réaliser».

L'«unification des rangs» à laquelle appelle Bouteflika doit, selon lui, se faire «indépendamment des obédiences». En fait, son illusion est de penser que si l'opposition s'est faite contre lui, indépendamment des obédiences, son appel à l'unification des rangs pour réaliser son programme et notamment mettre en place sa nouvelle Constitution peut suivre le même chemin. Rien n'est moins sûr.

#### 4<sup>e</sup> mandat ? Une garantie plurielle pour la France

Quant au message en direction des acteurs des massacres du 8 Mai 1945, il n'y en aura pas et comment peut-il en être autrement ? L'Algérie de Bouteflika a changé et la France dirigée par Hollande aussi. Aujourd'hui, Bouteflika ne s'encombre d'aucun sentiment de gêne pour choisir l'Hexagone et confier à ses militaires ses soins et ses convalescences. Au plan économique, tout est entrepris pour que la France consolide sa position sur notre territoire et développe sa part dans un marché énorme garantissant aux industries et notamment aux PME françaises une survie et à la France une part de l'immense gâteau pétro-



François Hollande et Abdelaziz Bouteflika (Photo archives).

lier et gazier. Il faut faire vite avant que le prix des hydrocarbures ne chutent et avant que les puits ne soient à sec. Lorsque l'on dit, comme on l'a fait plus haut que dans le message de Bouteflika sur ce 69<sup>e</sup> anniversaire ne contient pas de message particulier en direction de la France, l'on n'est pas tout à fait exact.

Il en contient un récurrent : la stabilité. A usage interne bien sûr mais aussi et surtout externe. Lorsqu'il évoque la stabilité, Bouteflika l'oppose à «la division, à la mésentente et à faire répandre l'irresponsabilité et le désordre».

Voilà, suggère Bouteflika, ce qui peut arriver si la stabilité dont il pense être l'acteur principal, sinon l'unique, n'était pas aux commandes.

Ce message subliminal a été relayé durant toute la campagne et continue de l'être. Dans ces conditions comment s'étonner que le premier chef d'Etat à féliciter Bouteflika a été Hollande.

La satisfaction française s'explique au double plan économique et

géopolitique. Les affaires françaises pourront continuer à se faire sans problèmes dans un climat stable. Dans le communiqué français de félicitations, il a été déclaré : «Au lendemain de la réélection d'Abdelaziz Bouteflika, le président de la République lui souhaite un plein succès dans l'accomplissement de sa haute mission».

Cette haute mission, du point de vue français, n'est autre que la continuation des affaires florissantes pour son économie qui en a tant besoin et d'autre part, la poursuite du rôle régional que l'Hexagone a assigné à nos dirigeants : le programme sécuritaire commun notamment, et pas seulement, dans l'échange d'informations sécuritaires et la poursuite de la lutte antiterroriste au Maghreb et dans le Sahel, sans laquelle la paix de l'Hexagone serait compromise et sa France-Afrique remise en cause, même si la France socialiste se défend de poursuivre cette politique aujourd'hui.

Khedidja Baba Ahmed

## LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE, TAYEB ZITOUNI, L'A ANNONCÉ AVANT-HIER À BOUIRA :

# «Le statut de martyr pour les victimes des massacres du 8 Mai 1945 sera étudié prochainement»

**Le tout nouveau ministre des Moudjahidine, en visite avant-hier à Bouira dans le cadre des festivités officielles de la commémoration des massacres du 8 Mai 1945, qui avaient fait plus de 45 000 victimes, a indiqué, en réponse à la question d'un confrère au cours d'un point de presse, que le dossier relatif à la question d'intégration des victimes des massacres du 8 Mai 1945, dans la loi sur le Chahid, sera étudiée prochainement.**

Le nouveau ministre des Moudjahidine qui venait à peine d'être installé dans ses nouvelles fonctions semble être préparé à cette question pour laquelle, le FFS avait appelé la veille depuis Kherrata, l'une des villes qui a vécu les massacres du 8 Mai 1945 avec Sétif et Guelma,

le pouvoir à reconnaître aux victimes de ces massacres le statut de martyr au même titre que ceux tombés au champ d'honneur durant la guerre de Libération nationale.

Rappelons que lors de cette visite dans la wilaya de Bouira, qui a été choisie cette année

pour abriter les festivités commémoratives officielles des massacres du 8 Mai 1945, Tayeb Zitouni était accompagné de Mohamed-Ali Boughazi, conseiller à la présidence de la République, Saïd Abadou, le SG de l'ONM, et plusieurs autres cadres et responsables de la wilaya de Bouira.

Le ministre, et après le dépôt de gerbe de fleurs au carré des martyrs et la lecture de la Fatiha, s'est dirigé vers le musée du moudjahid où une conférence a été donnée par le professeur Djamel Yahiaoui sur les massacres du 8 Mai 1945.

Ensuite, il a visité plusieurs projets relevant de son secteur à savoir, le projet de réalisation de 50/120 logements LSP au profit des moudjahidine et ayants droit, le projet de réalisation du nouveau siège de la Direction des moudjahidine, le projet de réfection des cimetières des martyrs et des monuments aux martyrs, le projet de restauration du centre de torture colonial à Tilioua à Ahl Ksar et enfin, le projet de réalisation d'un centre de repos dans la station thermale de Hammam Ksana à El-Hachimia.

Y. Y.

## CONSULTATION SUR LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

# Le «niet» de Djaballah

**Récusant la foi et la volonté de l'élite dirigeante d'aller véritablement vers une révision consensuelle et profonde de la Constitution, Abdallah Djaballah décline d'emblée l'invitation du pouvoir et charge celui-ci d'apréhension de réappropriation d'une revendication chère à l'opposition à l'effet, justement, de diluer son contenu et empêcher le changement annonciateur de sa propre fin.**

«Reconnaissable à sa monture, le chevalier qui a hérité de cette mission est connu de tous. Il ne jouit pas du respect des Algériens qui ne lui accordent, par ailleurs, aucun crédit». Un grief de plus qui renforce le chef de file du FJD dans ses convictions quant aux velléités du pouvoir à vider de leur essence les changements capitaux qui doivent intervenir au corps de la loi fondamentale s'agissant de la désignation d'Amed Ouyahia pour mener les consultations sur la révision constitutionnelle avec les différents partenaires. Abdallah Djaballah qui s'exprimait,

hier, devant les cadres de son parti à Constantine à l'ouverture d'une rencontre organique dite «de formation» s'est attelé, notamment, à justifier la position du FJD à propos de son refus de prendre part aux consultations sur la révision constitutionnelle qui ne saurait intervenir, selon lui, sous le chevet d'un personnel qui vient à juste titre de violer une énième fois cette même loi.

La non-application de l'article 88 telle que revendiquée par l'orateur au lendemain de l'hospitalisation du président au Val-de-Grâce et l'acceptation du dossier de candidature d'un

Abdelaziz Bouteflika, amoindri, malade et incapable d'assumer ses propres besoins sont autant d'entorses à l'esprit de la constitution dont sont coupables ceux-là mêmes, qui brandissent l'étendard d'une révision consensuelle. «Les expériences du passé prouvent que ce pouvoir n'est pas sérieux et encore moins crédible dans ce qu'il avance comme slogans en se réappropriant les doléances qui émanent de pans entiers de la société pour les vider de leur substance et pis encore, d'agir en sorte de désintégrer l'opposition».

Djaballah qui étaye ses présomptions, également, en citant l'épisode de la réconciliation nationale qui aurait été à ses dires dévoyé des principes élevés par le projet du groupe des sept qui date d'avril 1992, charge, à ce propos, les promoteurs

de ce processus qui seraient, donc, les premiers bénéficiaires au détriment de la «frange qui n'aura gagné que le droit d'exister», titillant la sphère de repentis qu'il a toujours couvée.

Certain qu'une véritable loi fondamentale pluraliste et consensuelle ne peut être l'émanation du pouvoir en place, il reste convaincu que celui-ci n'est pas prêt de lâcher du lest sur les grandes questions des libertés et des équilibres des prérogatives des pouvoirs et l'exercice du contrôle sur le rôle du gouvernement.

Pour Djaballah, le moment est plus que jamais propice pour le peuple d'engager la rupture avec le pouvoir en militant à l'élargissement de la base opposante de manière à imposer par la force de proposition des réformes politiques profondes.

S'agissant des dernières élec-

tions présidentielles, le leader du FJD ne se fait aucune allusion sur la fraude à grande échelle qui aurait entaché cette joute puisqu'il estime que le taux de participation se situerait entre 15% et 20% au moment où il évoque des indiscrétions de cercles du pouvoir qui font part d'un taux de 17%. Quant à la cérémonie d'investiture d'Abdelaziz Bouteflika, il se lamente que ce moment solennel et hautement symbolique a fait de l'Algérie une raillerie de la part de ses amis avant ses ennemis et une risée devant l'opinion internationale. A se demander, poursuit-il, «si ce pays était devenu stérile pour enfanter de dignes dirigeants». Pour lui, la mise en vigueur de l'article 88 de la Constitution est toujours d'actualité et est une revendication de son parti.

K. G.